



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation territoriale

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 41-2025-07-28-00013

**portant imposition de prescriptions de mise en sécurité
et de mesures immédiates prises à titre conservatoire**

**Société SONOPOL
Zone industrielle sud – Le Haut des Clos – 41100 VENDÔME**

Le Préfet de Loir-et-Cher,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20, L. 514-8, D. 181-15-2, R. 512-69, R. 512-70 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier PELLETIER, préfet de Loir-et-Cher ;

VU le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

VU l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-225-20 du 13 août 2010 autorisant la société SONOPOL à poursuivre l'exploitation de ses installations situées ZI Sud, le Haut des Clos, à Vendôme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

VU l'information faite à l'inspection des installations classées par le dispositif d'astreinte de la DREAL Centre-Val de Loire de la survenue d'un incendie, le dimanche 27 juillet 2025, sur le site sis ZI Sud – le Haut des Clos – Vendôme, exploité par la société SONOPOL ;

VU les conclusions de l'inspection des installations classées établies à la suite de la visite du site le 28 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence dans son rapport que les conséquences de l'accident survenu le dimanche 27 juillet 2025 sur le site en question sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'incendie a eu lieu dans la partie administrative et au droit du stockage des poudres époxy (1^{er} étage – environ 20 tonnes) dans le bâtiment principal ;

CONSIDÉRANT l'effondrement de la toiture d'une partie du bâtiment principal et la détérioration du mur coupe-feu séparant la partie administrative de l'atelier de production ;

CONSIDÉRANT l'absence d'amiante au droit du bâtiment sinistré ;

CONSIDÉRANT que les produits pris dans l'incendie sont des poudres époxy, matières non dangereuses selon la fiche de données de sécurité du produit, et que l'atelier de traitement de surface/grenaillage n'est pas touché ;

CONSIDÉRANT le confinement des eaux d'extinction d'incendie dans l'atelier de traitement de surface (bâtiment formant rétention) ;

CONSIDÉRANT que le SDIS n'a pas utilisé d'émulseurs fluorés pour l'extinction de l'incendie ;

CONSIDÉRANT que, d'après les observations des intervenants, le panache de fumées était vertical, a été dilué et ne s'est pas dirigé vers les zones d'habitation mais en direction de l'est, vers la zone industrielle ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cet accident il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser les accès au site ;

CONSIDÉRANT que les eaux d'extinction de l'incendie ont pu être confinées au sein du site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de l'incendie du 27 juillet 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société SONOPOL, exploitant le site sis ZI Sud – le Haut des Clos, à Vendôme, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 7 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Mesures immédiates conservatoires

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- mettre en sécurité les installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, etc., signalées de manière adaptée et informant clairement des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'enceinte du site, selon une procédure qu'il aura définie. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence ;
- réaliser des prélèvements des eaux d'extinction au droit de la rétention de l'atelier où elles ont été confinées, à des fins d'analyse pour déterminer la filière d'élimination, ;

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche « incident » et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 4 : Remise en service

En application de l'article R. 512-70 du code de l'environnement, la remise en service des installations est subordonnée à la production des éléments suivants :

- un descriptif des conditions de redémarrage, d'exploitation et de surveillance de l'installation ;
- un état de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2010 modifié. En cas d'écart éventuel, celui-ci doit être justifié, consécutivement à l'incendie, et assorti de mesures compensatoires dans l'attente de la mise en conformité dont le délai doit être justifié ;
- la justification du bon état des installations (structure, charpente, toiture, installations électriques) et des équipements de sécurité (extincteurs, RIA, détection incendie, murs coupe feu, portes coupe-feu, réserve incendie opérationnelle).

Article 5 : Gestion des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction font l'objet d'analyses conformément à l'article 2 à des fins de caractérisation.

L'exploitant fournit les justificatifs d'élimination de ces effluents dans la filière dûment autorisée. Il procède également au nettoyage des rétentions de l'atelier de production qui ont contenu les eaux d'extinction.

Article 6 : Gestion des déchets liés au sinistre

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie.

Article 7 : Échéances

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2 : 24 h pour la sécurisation, 7 jours pour les justifications des mesures prises pour répondre à cet article ;
- article 3 : 24 h pour la fiche « incident » et 15 jours pour le rapport d'accident ;
- article 4 : 2 mois ;
- article 5 : 15 jours ;

- article 6 : 15 jours pour le programme d'évacuation des déchets, 3 mois pour l'évacuation et l'élimination des déchets.

Article 8 : Transmission des documents utiles

L'exploitant transmet au préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 9 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 10 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant. Il est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Copie en est adressée :

- au maire de Vendôme ;
- au sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme, le maire de Vendôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **28 JUL. 2025**



Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS CEDEX ;

— un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet www.telerecours.fr